
Bulletin d'histoire politique

Le populisme protestataire de l'Action démocratique du Québec

Frédéric Boily



Volume 12, Number 2, Winter 2004

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1060702ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1060702ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (print)
1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Boily, F. (2004). Le populisme protestataire de l'Action démocratique du Québec. *Bulletin d'histoire politique*, 12(2), 214–228.
<https://doi.org/10.7202/1060702ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2004

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Le populisme protestataire de l'Action démocratique du Québec ¹

FRÉDÉRIC BOILY
Chercheur post doctoral
Université Laval

La dernière campagne électorale n'a pas donné lieu au bouleversement du paysage politique que l'on était en droit de s'attendre, la vague adéquiste s'étant brisée sur les durs récifs de la réalité électorale². On sait maintenant que l'Action démocratique du Québec (ADQ) n'a pu faire mieux que de conserver quatre sièges alors que le parti en avait cinq avant le déclenchement des élections. Plus dramatique, du point de vue adéquiste bien sûr, tous ceux qui ont été élus au printemps ont perdu leur siège. Mais ces résultats électoraux modestes sont jusqu'à un certain point trompeurs. D'abord, par rapport aux élections de 1994 et de 1998, la récolte électorale de l'ADQ en termes de pourcentage du vote est en progression. Il faut en effet se souvenir qu'en 1994, 6,5% des électeurs ont voté pour l'ADQ, à peu près 12% en 1998 et plus de 18% en 2003³, sans compter les 45% d'électeurs qui se sont prononcés en sa faveur lors des partielles du printemps 2002. À cela, il faut ajouter que, dans plus d'une dizaine de circonscriptions (14 en fait), l'ADQ est arrivée en deuxième position, devant le Parti québécois⁴. Au total, près d'un électeur sur cinq a accordé sa confiance à l'ADQ. Compte tenu de tous ces éléments, l'ADQ représente donc un phénomène politique d'une réelle importance qui demande à être analysé.

Jusqu'ici, quelques chercheurs se sont penchés sur le phénomène adéquiste, certains intellectuels démontrant une ferme volonté de s'opposer au programme de l'ADQ⁵. À vrai dire, très rapidement des adversaires politiques ont comparé le parti au Front national de Jean-Marie Le Pen, en l'occurrence le député péquiste David Payne, ou encore au Reform Party⁶. Sur le terrain académique, le professeur de science politique de l'Université de Montréal, Gérard Boismenu, a soutenu la thèse voulant que l'ADQ présente de troublantes analogies avec les populismes européens.

Ce que je veux faire dans ce texte, c'est examiner le discours adéquiste, celui de la dernière campagne électorale, selon l'hypothèse suivante: sur le fond, l'ADQ présente-t-elle un visage populiste tel qu'on le retrouve dans certains partis politiques européens et canadiens? Dans un premier temps,

après avoir brièvement résumé la perspective avancée par Boismenu, je vais reprendre la définition du populisme que j'ai utilisée dans une étude sur le duplessisme⁷, laquelle insiste sur l'idée qu'il existe deux types de populisme. Dans un second temps, le discours adéquiste sera analysé à partir de cette définition du populisme qui distingue le populisme protestataire de sa forme identitaire.

POPULISME IDENTITAIRE ET POPULISME PROTESTATAIRE

Selon Gérard Boismenu, le programme de l'ADQ présente de profondes analogies avec les mouvements populistes européens mais aussi avec l'Alliance canadienne. « On peut dire, sans forcer le trait, que les choix de l'ADQ s'encastrent très bien dans ces modèles frères »⁸, écrit-il. Cette « série de composantes » qui constituent les traits du populisme sont, selon le politologue de l'Université de Montréal, les suivants : rejet du système politique en place, accent accordé à l'individualisme, valorisation du marché et, par-tant, restriction du rôle de l'État. L'égalité comme valeur serait aussi rejetée puisque le populisme se caractériserait, nous dit Boismenu, par « l'opposition à l'intégration des groupes marginalisés » ainsi que par la xénophobie, voire carrément le racisme⁹. Par contre, fait-il remarquer, avec justesse, que les traits énumérés plus haut sont présents à des degrés variables dans chaque mouvement populiste. Car s'il fallait que la xénophobie et le racisme soient intrinsèquement liés au populisme, on verrait mal comment l'on pourrait qualifier l'ADQ de populiste, force étant d'admettre que sur ce plan le parti de Mario Dumont fait preuve d'ouverture à « l'Autre » (je reviendrai plus loin sur cette question). Si le parti peut être dit populiste, c'est parce qu'il se rapprocherait, sur un certain nombre d'éléments essentiels, des partis populistes nouveaux genres que l'on connaît aujourd'hui.

À mes yeux toutefois, la façon dont Boismenu définit le populisme, sans être fautive, pêche par un oubli de la dimension collective du populisme, comme si populisme équivalait à individualisme et néo-libéralisme. Or si le populisme valorise les valeurs néo-libérales, il ne se résume pas à cette seule dimension, puisqu'il fonctionne aussi avec l'idée de réconciliation collective. Le populisme est en effet un appel à refonder la communauté politique sur de nouvelles bases, une communauté politique que les populistes présumément divisée par des clivages qui empêchent le peuple de s'exprimer ou de faire entendre sa voix.

Certes, bien des observateurs du phénomène l'ont remarqué, le populisme n'est pas facile à définir. « La diversité des expressions et des contextes historiques ou géographiques du populisme, écrit Guy Hermet, explique que son contenu idéologique de toute manière sommaire se révèle plus variable

que son style d'organisation »¹⁰. À cela s'ajoute le fait que le populisme est trop souvent utilisé comme une injure politique, et les adéquistes en savent quelque chose comme on l'a vu plus haut, plutôt que comme un concept analytique défini rigoureusement.

Afin de bien cerner le phénomène populiste, on peut adopter la typologie, proposée par Pierre-André Taguieff, qui distingue deux formes de populisme, l'une « protestataire » et l'autre « identitaire ». Une classification qui a le double avantage de montrer (1) que le populisme n'est pas nécessairement un phénomène de droite et raciste, et (2) que le populisme, notamment sous sa forme protestataire, peut se déployer dans un horizon démocratique. Le populisme protestataire dénonce la fracture qui existerait entre le peuple et les élites, sur lesquelles pèsent l'accusation d'avoir trompé le peuple. Ainsi que l'écrit Taguieff, « l'appel au peuple est orienté principalement vers la critique ou la dénonciation des élites de fait, que celles-ci soient politiques, administratives, économiques ou culturelles »¹¹. Cette forme de populisme se caractérise par une grande suspicion envers le gouvernement représentatif, plus particulièrement à l'égard de la « démocratie oligarchique », pour parler comme les populistes. Réagissant contre les élites et le « système de représentation politique et sociale »¹², le populisme protestataire se reconnaît principalement à la dichotomie qu'il établit entre « ceux d'en bas » et « ceux d'en haut », ou pour le dire à la manière du populisme de l'Ouest canadien, entre « le peuple de l'Ouest » et « les élites d'Ottawa »¹³.

Les populistes protestataires misent sur le sentiment d'aliénation qui prévaut dans le peuple — contre la corruption parfois bien réelle des élus parlementaires et des élites — et appellent le peuple à un sursaut démocratique, notamment par les voies de la démocratie directe. Les capitalistes peuvent être mis au banc des accusés, comme le faisait le Crédit social en Alberta durant les années 1930 et 1940, ou encore les groupes d'intérêts de toutes sortes, les « special interests » (groupes de femmes, d'autochtones, syndicats etc.) chers au Reform Party¹⁴. Le populisme protestataire s'appuie donc sur un *dêmos* alors que les fondements du populisme identitaire sont à trouver dans le peuple défini comme un *ethnos*.

En effet, si le populisme protestataire oppose « ceux d'en haut » contre « ceux d'en bas », le populisme identitaire oppose « ceux d'ici » à « ceux d'en face ». C'est que sous sa forme identitaire, le populisme gravite autour d'un « nous collectif » ayant, suppose-t-on, une longue existence. « Il s'agit, explique Taguieff, d'un appel au peuple tout entier — supposé homogène (en deçà des divisions en classes) — qui se confond avec la nation rassemblée, dotée d'une unité substantielle et d'une identité permanente »¹⁵. Dans cette logique, les populistes affirment que l'individualité historique et nationale (l'*ethnos*) est menacée dans son existence par un « Autre », qui peut changer

d'une époque à l'autre pour prendre diverses figures. C'est pourquoi le populisme identitaire peut tout aussi bien être antisémite qu'anti-immigré, comme ce fut le cas à divers moments en France.

Pensant que « l'Autre » ne cesse jamais de rechercher la destruction du « nous », les populistes identitaires flirtent constamment avec le mythe du complot et la xénophobie. Le « national-populisme », comme on appelle parfois le populisme identitaire, est donc articulé autour d'un « nous national » qui est supposé menacé dans son être même (religion, langue, traditions, etc.). Comme le montre de manière emblématique le cas Le Pen, le populisme identitaire, mais aussi protestataire, s'articule généralement autour d'un chef charismatique. En effet, le succès d'un parti populiste repose souvent sur un homme qui incarne dans sa personne même l'unité nationale retrouvée contre les méfaits dont s'est rendue coupable l'élite politique. Le national-populisme dénonce donc les turpitudes dont font preuve ceux « d'en face » envers « ceux d'ici » (ceux de l'*ethnos*), alors que le populisme protestataire va mettre l'accent sur la dichotomie entre « ceux d'en bas » et « ceux d'en haut » au sein d'un même *dêmos*.

Au tournant des années 1960-1970, le populisme se serait transformé. Ce « néo-populisme » se développe dans un contexte de relative opulence économique. En effet, ainsi que le remarque Guy Hermet, on pense trop souvent que le populisme est un phénomène « appartenant au monde de la pauvreté et de l'inégalité extrêmes [...] »¹⁶. Or le néo-populisme européen, rappelle Hermet, est plutôt un phénomène politique relevant de sociétés riches comme c'est le cas pour les pays scandinaves, notamment « d'une réaction contre la lourdeur des impôts et le poids de l'État »¹⁷. Les Partis du progrès danois et norvégien, le *Fremskridtpartiet* (FRP-D) et le *Fremskrittspartiet* (FRP-N), écrit Hermet, « inaugurent bien une expression politique rendue moderne par sa sensibilité néolibérale affirmée et même radicale »¹⁸. Enfin, la présence du chef s'estompe du discours néo-populiste, le chef n'étant plus nécessairement un ingrédient aussi essentiel de la recette populiste qu'il l'était auparavant.

Bien entendu, dans l'arène électorale, les deux formes en viennent à partager certaines caractéristiques qui font qu'il devient difficile de dire ce qui appartient en propre à l'une et l'autre forme. Protestataire, un populisme rencontrant peu de succès dans les urnes peut rapidement devenir identitaire. En fait, les mouvements populistes les plus efficaces politiquement, le Front national français par exemple, marient les deux populismes. Analytiquement, il est cependant préférable de les séparer, question de bien identifier ce qui relève de la dimension protestataire et de la dimension identitaire. Ainsi, on évite de procéder à des amalgames douteux, c'est-à-dire de trop rapprocher certains partis politiques qui présentent

indéniablement des traits populistes avec d'autres qui montrent un visage résolument xénophobe.

LE POPULISME PROTESTATAIRE DE L'ADQ

UN PARTI CONTRE LE SYSTÈME

Un élément important de la rhétorique populiste, comme on l'a vu plus haut, c'est cette idée que les populistes affirment vouloir secouer les cadres établis. L'ADQ ne cesse pas à cet effet de se définir contre le système politique québécois tel qu'on le connaît, c'est-à-dire de prendre le contre-pied des positions des deux grands partis. Bien sûr, il y a certainement là une part de stratégie politique, mais il me semble qu'il y a aussi chez les adéquistes l'idée que le système en place est si peu fonctionnel qu'il faut le réformer en profondeur et pas seulement lui apporter des changements de nature « cosmétique ». Alors que le PQ propose une « politique de l'identité », le PLQ une « politique de l'intérêt », l'ADQ, explique le président et éminence grise du parti, le politologue Guy Laforest, avance une « politique de la responsabilité »¹⁹.

Si le système politique doit être réformé, c'est parce que les deux vieux partis (le Parti libéral et le Parti québécois) sont au fond les deux visages d'une même pièce. Il y a en effet cette idée, constante chez les adéquistes, que les deux partis sont profondément semblables, qu'ils « ont institutionnalisé un dialogue de sourds »²⁰ dont ils ne veulent pas sortir. Ainsi, l'ADQ fustige la politique des « libéralo-péquistes » (p. 1) dans le résumé de son programme politique (octobre 2001). Avec un expression typiquement populiste, on parle d'une « clique animée de solutions périmées » (p. 1), laquelle assure-t-on, protège des « intérêts particuliers » (p. 1). Pour Mario Dumont, les partis politiques, « à la merci des groupes de pression »²¹, ne peuvent plus exercer efficacement leur rôle. En fait, les adéquistes songent surtout aux syndicats contre qui ils se sont fermement opposés, notamment en proposant d'abolir la sécurité d'emploi dans la fonction publique. Bref, on veut mettre fin au « monopole syndical ». Voilà qui fait songer à la dénonciation des « special interests » de la part des réformistes de Preston Manning.

Il est significatif à cet égard que Mario Dumont insiste sur cet aspect de son programme dans son discours de Toronto. En effet, il explique que son gouvernement va lutter contre la technocratie qui décide de tout, ce qu'il appelle une armée de managers (« squad of managers »). Reprenant la logique voulant que la bureaucratie brade l'intérêt du plus grand nombre sur l'autel des intérêts particuliers, Dumont explique que son gouvernement

s'assurerait que l'intérêt général passe au premier plan. « A third idea is that government should ensure that the general interest prevails over those of special-interest groups »²². Très clairement, il y a là une autre allusion au programme défendu par l'Alliance canadienne²³. C'est également dans ce contexte de dénonciation de la collusion du gouvernement avec des organisations qui défendent des intérêts particuliers qu'il faut comprendre la virulente sortie, contre « l'establishment syndico-gouvernemental », de la part du président du parti lors du conseil pré-électoral, tenu à Québec quelques jours avant le déclenchement officiel des élections²⁴.

Tout au long de la campagne, Dumont s'est évertué à montrer que les élites politiques faisaient preuve de « copinage » et qu'il y avait de la « lâcheté » à refuser de réduire la taille de l'État en abolissant certains organismes gouvernementaux ou para-gouvernementaux. Et ce parce que « [c]e sont leurs *chums* qu'ils ont nommés à la tête de ces organismes-là, avec les grosses jobs et les gros salaires. Et la principale raison pourquoi ils ne veulent pas faire le travail raisonnable qui doit être fait, c'est parce qu'un oiseau ne scie jamais la branche sur laquelle il a fait son nid »²⁵.

Ainsi, le système est profondément vicié par la lâcheté et le copinage régnant dans les hautes sphères étatiques, ces dernières étant aux mains d'une « clique » d'intérêts particuliers qui, en bout de ligne, mène l'État comme elle l'entend sans que « la gang des oui et la gang des non »²⁶ s'y opposent : tel est le message que le parti de Mario Dumont a envoyé aux électeurs québécois.

RÉFORME DE LA DÉMOCRATIE ET RÉÉQUILIBRAGE ■ DU POUVOIR EN FAVEUR ■ DES RÉGIONS

L'ADQ profite du cynisme de la population à l'égard de la chose politique. Comme le fait remarquer Michel David, la flambée adéquiste du printemps et de l'été 2002 coïncide avec la mise au jour de quelques scandales politiques qui ont éclaboussé les députés péquistes (pratiques de lobbying) mais aussi plus largement la classe politique tant sur le plan fédéral que municipal²⁷. Il faut aussi se souvenir que les origines mêmes du parti sont marquées par la crise puisque l'ADQ est aussi en quelque sorte fille de l'échec des négociations constitutionnelles du début des années 1990.

Dans cette ambiance de scandales politiques, le programme de l'ADQ contient une série de mesures pour revivifier la démocratie québécoise. Bien sûr, les propositions concernant le changement de mode de scrutin ne sont pas l'apanage de l'ADQ, plusieurs députés du PQ, Jean-Pierre Charbonneau en tête, s'étant prononcés pour de tels changements²⁸. Dans son mémoire sur le projet de loi 99²⁹, l'ADQ en profite notamment pour rappeler au gouvernement québécois qu'il existe une « crise de confiance », laquelle exige une réforme en profondeur des institutions. Après avoir « dit honte à ceux

qui appuient avec mollesse les droits des Québécois », le mémoire de l'ADQ « enjoint » les autres partis « à relever le défi de la démocratie réelle, sur le terrain, vécue au jour le jour par nos concitoyens » (p. 3). Le parti propose de « revivifier notre démocratie », c'est-à-dire la démocratie québécoise, celle-ci souffrant d'un sérieux déficit de légitimité auprès de la population : « Cette démocratie a un urgent besoin de se déployer pour mettre un terme à la crise de confiance des citoyens dans les institutions » (p. 3).

Toujours dans le même document, l'ADQ fustige le gouvernement péquiste pour son incapacité à défendre le Québec, et pour son impuissance à réformer les institutions et à revigorer la démocratie : « Depuis des décennies maintenant, tous les discours politiques commencent par déplorer le peu de foi des citoyens envers les institutions et, pendant ce temps, l'Assemblée nationale, vidée de ses propres pouvoirs, vaque aux relations interparlementaires des Amériques ». Les adéquistes trouvent que les institutions politiques issues du parlementarisme britannique sont « vétustes » (p. 6). Dans le but « d'agrandir l'espace de la démocratie chez nous » (p. 5), on propose une série d'amendements au projet de loi 99 (p. 4). Sur le modèle de la Suisse et des États-Unis, l'ADQ « proposera un premier amendement à l'effet d'instaurer le droit d'initiative » (p. 7).

D'autres propositions pour changer la démocratie québécoise sont également mises de l'avant dans le programme. L'on évoque la réforme du mode de scrutin, l'abaissement de l'âge électoral à 16 ans, les pétitions de citoyens ainsi que les référendums d'initiative populaire, véhicule privilégié de la volonté populaire selon les populistes de tout acabit³⁰. On se dit également désireux de vouloir élargir le mandat du Vérificateur général (p. 5). On propose également d'élire, au suffrage universel, le chef de l'exécutif (p. 8). L'ADQ se dit enfin soucieuse « d'établir une véritable séparation des pouvoirs » (p. 9). Certes, à ma connaissance, ces diverses propositions ne furent guère évoquées pendant la dernière campagne. Il n'empêche que l'ADQ propose une réforme de la démocratie, notamment en ce qui concerne la répartition du pouvoir entre les régions et le « centre » politique.

Parallèlement à cette refonte du cadre démocratique, on trouve aussi la volonté de procéder à une redistribution du pouvoir entre les centres urbains et les régions. Selon l'ADQ, la « décentralisation n'est que le mot technocratique pour "démocratie régionale" » (p. 10). Plus exactement, la décentralisation c'est, aux yeux des adéquistes, « déplacer des pouvoirs réels de Québec vers les régions avec les ressources réelles pour les exercer » (p. 10). En ce sens, le parti de Mario Dumont propose, ce qui peut paraître pour une réforme importante, voire ambitieuse : « La démocratie régionale doit se définir en région et par les citoyens plutôt que par les technocrates » (p. 11).

De telles propositions pouvaient très certainement sonner comme une douce musique aux oreilles de bien des élites politiques régionales. Car il faut savoir qu'il existe au Québec une profonde division entre les grands centres, plus particulièrement Montréal, et le « reste » du Québec. Voilà une donnée fondamentale de la politique québécoise qui, à mon avis, demeure trop souvent occultée par la dimension ethno-linguistique, tant et si bien qu'on en vient à ne plus voir qu'il existe une coupure entre Montréal et les régions. Or c'est aussi dans ce contexte qu'il faut comprendre l'émergence de l'ADQ, un parti politique qui affirme réconcilier le centre avec les régions, en donnant plus de latitude politique à ces dernières³¹.

Une chose est certaine, l'ADQ misait sur cette fracture pour être portée au pouvoir. Ainsi, le programme du parti comprenait de nombreuses mesures pour favoriser la prise de décision en régions. En effet, dans le résumé du programme (octobre 2001), on pouvait lire que l'ADQ voulait « établir un partenariat entre l'État et chacune des régions » (p. 4), notamment par l'entremise de Conseils régionaux de développement et des assemblées régionales. Dans le même sens, l'on disait vouloir « ramener le pouvoir dans les régions » en ce qui concernait les écoles (p. 5). À l'instar du Reform Party, on retrouve donc l'idée qu'il faut rétablir la balance du pouvoir en faveur des régions que l'on suppose absentes du processus de décision politique.

Pendant la campagne électorale, M. Dumont a de nouveau fait profession de foi à l'égard des régions, les sondages indiquaient d'ailleurs que l'ADQ étaient bien plus forte en régions que dans la métropole³². Entonnant l'antienne de la décentralisation, le chef de l'ADQ expliquait : « On croit à la décentralisation au point où on accepte qu'à travers les décisions qui seront prises de façon régionalisée, il y a des gens qui vont commettre des erreurs. Il faut accepter, poursuit-il dans un langage imagé qui a fait sa marque de commerce, que c'est moins pire ces erreurs ici et là, que des grosses erreurs bureaucratiques qu'on peinture au rouleau à la grandeur du Québec³³ ». Et si les adéquistes veulent remettre le pouvoir aux régions, c'est tout simplement parce que, en raison d'une politique de la proximité qui n'ose s'afficher comme telle, les gens des régions savent ce qui est bon pour eux : « La réalité nous a démontré que quand le pouvoir est véritablement remis aux régions, quand les gens sont responsables de leurs affaires, ils s'assoient à la table et ils règlent leurs problèmes, ils priorisent leurs projets³⁴ ».

C'est cet intérêt démontré pour les régions, plus exactement pour la « ruralité », qui a d'ailleurs amené une conseillère municipale de la ville de Bécancour, dans la région de la Mauricie, à se présenter pour l'ADQ³⁵. Et Sylvie Roy, députée élue de l'ADQ dans la circonscription de Lotbinière, affirme explicitement que son engagement en faveur de l'ADQ était motivé par le désir de redonner du pouvoir aux régions tout en mâtant l'État :

« J'insistais surtout, dit-elle pour expliquer son succès, sur la nécessité de redonner le pouvoir aux régions, de mettre fin à l'interventionnisme trop fréquent de l'État et je plaçais pour la nécessité de diminuer la fonction publique³⁶».

Il faut d'ailleurs noter que les trois députés élus sous la bannière adéquistes l'ont été dans des régions à caractère semi-rural. Plus exactement, les premières analyses électorales laissent entendre que l'ADQ a exercé un attrait particulièrement fort dans les circonscriptions se situant dans ce que des sociologues appellent le « Québec tranquille ». C'est-à-dire des comtés ruraux de la rive sud du Saint-Laurent, dans une région qui va de Rivière-du-Loup jusqu'en Estrie, sans oublier ceux proches de la frontière américaine. Il s'agit, selon les trois auteurs, d'une « région rurale, parsemée de petites villes où les PME sont très présentes [...] »³⁷ et où l'activité économique est meilleure que dans bien des régions du Québec.

Si l'ADQ n'est pas parvenue à faire élire plus de députés dans ces comtés, c'est, à mon avis, parce que les péquistes ont su d'une certaine manière se réapproprier ce terrain électoral. En fait, il faut ici rendre tout le crédit aux péquistes qui sont parvenus, très habilement, à reconquérir l'électorat des régions qui semblait vouloir le désert (des éditorialistes de journaux régionaux, *Le Quotidien* par exemple, évoquaient un basculement du vote vers l'ADQ). Or avant le déclenchement des élections, le gouvernement péquiste a organisé un sommet des régions qui semble bien avoir atteint son but : faire taire une partie de la grogne qui se manifestait dans certaines régions, plus particulièrement celles de la « couronne périphérique » pour reprendre l'expression de Normand Brouillette. C'est-à-dire des régions éloignées des grands centres, faiblement peuplées, et dont l'économie est toujours basée sur les matières premières³⁸. Par contre, le gouvernement péquiste n'est parvenu à faire taire ni le sentiment d'aliénation engendré par les fusions municipales, ni à ramener dans de meilleures dispositions les électeurs du « Québec tranquille ».

REDÉPLOIEMENT DE L'ÉTAT

Cette dévolution des pouvoirs vers les régions s'accompagne également d'un discours où l'on parle d'un redéploiement de l'État. C'est d'ailleurs un autre cheval de bataille de l'ADQ, c'est-à-dire la lutte contre un État jugé trop envahissant. « Il faut donc redéployer l'État du Québec, locomotive de la période antérieure, pour lui permettre de rester en phase avec l'évolution de l'ensemble de la société et celle du milieu international »³⁹. Ainsi, dans son fameux discours de la mi-septembre au Canadian Club à Toronto, Mario Dumont est allé dire au reste du pays que l'ADQ, si elle prenait le pouvoir, entendait bien lutter contre l'État tentaculaire : « We want to reduce state

regulation of the economy. We will also simplify our tax code. [...] The flat tax is a natural complement to closing the loopholes in the tax code »⁴⁰.

L'idée qui prévaut à propos de l'État dans le discours adéquiste, c'est que ce dernier, souffrant d'embonpoint, décide de tout pour tout le monde. Cette idée est constamment défendue par le chef de l'ADQ. « On est beaucoup trop administrés au Québec. Sur papier, on a l'organigramme pour gérer une population de 50 millions de personnes, alors qu'on est juste sept millions et demi »⁴¹. En même temps, l'on accuse cet État d'être profondément inefficace. Comme le dit Mario Dumont dans le langage coloré qui lui est propre, au lieu de se dire, au Québec, qu'on est capable de « virer sur un 10 cent », on est maintenant plus « du genre à créer trois comités pour dépenser 10 cent. »⁴². Voilà donc pourquoi il faut réduire la taille de l'État et redonner une marge d'autonomie aux gens. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre que l'ADQ propose des « bons d'éducation » qui auraient permis, aux dires des adéquistes, de redonner une certaine liberté de choix aux familles. « Diversifier l'offre de services de garde d'enfant afin de respecter le libre choix des parents »⁴³, tel est le credo familial du parti.

J'ai mentionné plus haut que la personnalisation du pouvoir est très souvent une caractéristique centrale des partis populistes, encore qu'avec le populisme scandinave des années 1970, la figure du chef est minimisée. On trouve un peu la même dynamique avec l'ADQ. En fait, pendant la campagne de 1998, la personnalisation du pouvoir était plus forte. Seul élu du parti, la publicité électorale misait tout sur sa personne (il était omniprésent sur les affiches de tous les candidats). Mais pendant la dernière campagne, Mario Dumont était moins présent. Certes, il était de loin la figure la plus populaire de son parti. Toutefois, les stratèges du parti cherchaient à donner à l'ADQ une envergure qui dépassait celle de son chef. En ce sens, Mario Dumont est en quelque sorte passé un peu à l'arrière-plan.

Cela dit, Mario Dumont a misé tout au long de la campagne sur l'image de « l'homme du commun » proche des préoccupations du peuple. Lorsque les journalistes de *La Presse* vont le rencontrer, tout juste avant que ne débute la bataille électorale, il accueille les journalistes en « bras de chemise », en toute simplicité, devant un repas populaire dans un appartement plutôt modeste. Ce qui lui permet de glisser dans la conversation que, s'il était élu, on ne le retrouverait pas à l'édifice Price, là où le chef du gouvernement péquiste a fait construire un luxueux appartement de fonction pour le Premier ministre⁴⁴. Le chef de l'ADQ dégage aussi une image de « dynamisme » et « d'impétuosité » qui séduit certains journalistes aguerris⁴⁵. Et dans une logique bien populiste de l'homme capable d'agir librement, Mario Dumont prend bien soin de se présenter comme ayant les « mains libres »⁴⁶. Toutefois, jugé à l'aune des chefs charismatiques capables de galvaniser les foules par ses dis-

cours, Le Pen pour ne prendre qu'un exemple, Mario Dumont ne fait pas le poids. Certes, il se distingue avec ses petites saillies qui font mouche aux nouvelles télévisées. Mais, sa performance au débat télévisé des chefs fut au mieux médiocre, et plusieurs y ont vu d'ailleurs vu là un tournant dans la campagne ⁴⁷.

ABSENCE DU POPULISME IDENTITAIRE

En ce qui concerne le populisme identitaire, l'ADQ se distingue du reste des partis populistes. Il y a bien sûr quelques points d'ombre sur ce que les adéquistes pensent vraiment de cette question. Par exemple, certains journalistes se sont montrés surpris quand l'ancien maire de Montréal, Pierre Bourque, a rejoint l'équipe de l'ADQ et qu'il s'est fait l'apôtre d'un Québec multiculturel prêt à accueillir plus d'immigrants, une telle proposition semblant aller à l'encontre de ce que Dumont pensait ⁴⁸. Il faut également ajouter, qu'à leurs débuts, les adéquistes proposaient de faire signer aux immigrants un « contrat social » qui les engageaient « à s'établir, à vivre et à prospérer en français au Québec » ⁴⁹. On prévoyait évaluer leur progrès après cinq ans, mais devant le « tollé » provoqué par la mesure, celle-ci a été retirée du programme.

En général, on se montre ouvert quant à la composition de la communauté nationale. Ainsi, Pierre Bourque misait sur l'immigration au nom de la prospérité, laquelle est freinée par le vieillissement de la population et par le manque de dynamisme économique: « Même à Montréal, je trouve qu'il manque de masse critique, qu'il manque de monde. On devrait aller vers quatre millions, le Québec vers dix millions de citoyens. Ça ferait une société plus prospère, plus ouverte au monde », conclut-il ⁵⁰. Plus net encore quand Mario Dumont, dans un discours devant la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, mise sur la diversité culturelle de Montréal: « Quand on constate la faible présence des membres des communautés culturelles dans les administrations publiques, on doit se demander comme société si nous misons vraiment sur le talent de tous les Québécois ». Et, s'il avait été élu, le chef de l'ADQ entendait « corriger cela » en composant une équipe qui aurait compris plus de membres des communautés culturelles ⁵¹. Bref, on est loin du populisme identitaire tel qu'il se manifeste en Europe.

Dans un mémoire présenté dans le cadre du Forum national sur la citoyenneté et l'intégration (septembre 2000), il est même proposé d'affirmer le caractère multiculturel du Québec. Il faut appeler « un chat un chat » et en finir, nous disent les adéquistes, avec ce qui constitue encore un « tabou » dans la société québécoise, c'est-à-dire reconnaître le caractère multiculturel du Québec (p. 6-7). Il est vrai que le multiculturalisme des adéquistes n'est pas celui de Trudeau puisqu'il reconnaît la dualité nationale:

« Quant à la politique canadienne de multiculturalisme [...], elle s'acharne à ignorer le réel, à savoir la présence dans les faits d'une dualité des sociétés d'accueil, la première au Québec fonctionnant surtout en français, et la seconde, à l'extérieur du Québec, fonctionnant surtout en langue anglaise » (p. 8). Pensant que le Canada est binational, les adéquistes refusent donc à « jamais » « d'accepter ou de proposer des mesures qui nous rapprochent d'une égalité des provinces »⁵².

Toutefois, on ne trouve pas à l'ADQ des envolées de xénophobie contre tel ou tel groupe de la société. En ce sens, le populisme sous sa forme identitaire m'apparaît absent du discours des adéquistes. C'est plutôt le populisme, dans sa variante protestataire, qui constitue une partie du fonds de commerce de cette formation politique. À cet égard, l'ADQ se rapproche du populisme, tel qu'on le retrouve dans les années 1970 en Scandinavie. À savoir qu'on trouve dans le discours adéquiste, la même rhétorique populiste qui en appelle à une baisse des prélèvements de l'État-providence ainsi qu'à une redéfinition de l'action de ce dernier sur la société, le tout couplé à une affirmation de certaines des valeurs du néolibéralisme. On retrouve aussi la dénonciation des « special interests », plus particulièrement des syndicats et de la « clique » qui est à la tête de l'État. Enfin, dans le contexte québécois, l'ADQ mise également sur le sentiment d'aliénation qu'éprouvent, à tort ou à raison là n'est pas la question, certaines régions du Québec à l'égard des élites politiques québécoises. Si l'ADQ peut être classée dans la grande famille du populisme, cette formation politique est tout de même bien loin du populisme du Front national de Jean-Marie Le Pen. En d'autres termes, aussi imparfait que soit le programme de l'ADQ — et à n'en pas douter il l'est — il n'exprime pas moins une facette d'une insatisfaction politique de près d'un électeur sur cinq, notamment des francophones en régions. On peut donc dénoncer un retour de la droite à en perdre haleine, c'est moralement réconfortant, mais il y a un risque : celui de rester aveugle à l'émergence d'une nouvelle donne politique.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Ce texte est une version remaniée d'une communication présentée sous le titre suivant : « L'ADQ : un parti populiste ? », Association canadienne de science politique, vendredi 30 mai 2003, Halifax.
2. Pour un résumé succinct du parcours politique de l'ADQ, voir le texte du journaliste Michel David, « L'ADQ profite d'une conjoncture exceptionnelle », dans *L'annuaire du Québec 2003*, sous la direction de Michel Venne et Roch Côté, Montréal, Fides, 2002.
3. Aux élections de 2003, le Parti libéral a récolté 76 circonscriptions avec 45,6% des votes, le Parti québécois, 45 avec 33,3% et l'ADQ, 4 avec 18, 24 %. En 1998, l'ADQ

a obtenu 480 636 voix contre 696 972 en 2003.

4. Voir, *La Presse*, mercredi 16 avril 2003, p. A-5.

5. Par exemple, Jean-Marc Piotte (sous la direction), *À droite toute. Le programme de l'ADQ expliqué*, Montréal, HMH, 2003. Jean-Claude St-Onge et Pierre Mouterde, *ADQ : voie sans issue. Un jeune parti, de vieilles idées*, Montréal, Écosociété, 2002. Julien Béliveau, Mario Dumont. *Le pouvoir de l'image*, Montréal, Éditions du Trait d'union, 2002.

6. Voir Michel David, « L'ADQ profite d'une conjoncture exceptionnelle », *op. cit.*, p. 497-498.

7. Pour une définition plus précise du populisme, on consultera mon texte, « Le duplessisme ou le populisme inachevé », *Politique et sociétés*, vol. 21, no. 2, 2002.

8. « Une vision populiste de la démocratie », dans *À droite toute. Le programme de l'ADQ expliqué*, *op. cit.*, p. 227.

9. *Ibid.*, p. 228.

10. Guy Hermet, *Les populismes dans le monde. Une histoire sociologique XIXe-XXe siècle*, Fayard, L'espace du politique, Paris, 2001, p. 70.

11. « Populisme, nationalisme, national-populisme. Réflexions critiques sur les approches, les usages et les modèles », *Nationalismes en perspective*, sous la direction de Gil Delannoi et Pierre-André Taguieff, Berg International Éditeurs, 2001, p. 383.

12. *Ibid.*, p. 384.

13. Roger Gibbins and Jennifer Stewart, « Wither ou Witer the Populist Impulse in Western Canada ? » dans *Political Parties, Representation, and Electoral Democracy in Canada*, Edited by William Cross, Ontario, Oxford University Press, 2002, p. 88.

14. Voir David Laycock, *The New Right and Democracy in Canada. Understanding Reform and the Canadian Alliance*, Ontario, Oxford University Press, 2002, p. 56-57.

15. « Populisme, nationalisme, national-populisme. Réflexions critiques sur les approches, les usages et les modèles », *op. cit.*, p. 387.

16. *Les populismes dans le monde*, *op. cit.*, p. 349.

17. *Ibid.*, p. 349.

18. *Ibid.*, p. 352.

19. Reportage radiophonique réalisé par le journaliste Franck Desoer, radiodiffusé dans le cadre de l'émission *Dimanche Magazine*, dimanche 13 octobre 2002.

20. Mémoire projet de loi no. 99, p. 3.

21. *Dimanche Magazine*, dimanche 13 octobre 2002.

22. L'allocution de Mario Dumont a été reproduite dans le *National Post* (mardi 25 septembre 2002), principal véhicule du populisme canadien comme le dit David Laycock.

23. Stephen Harper ne s'y est d'ailleurs pas trompé quand il a dit : « Il y a des similitudes entre nos politiques et celles de l'ADQ », *La Presse*, 10 octobre 2002.

24. *Le Soleil*, dimanche 2 mars 2003, p. A-1 et A-2.
25. *Le Soleil*, lundi 24 mars 2003, p. A-7.
26. *Le Soleil*, mardi 25 mars 2003.
27. Michel David, « L'ADQ profite d'une conjoncture exceptionnelle », *op. cit.*, p. 495.
28. Voir Louis Massicotte, « Réforme du mode scrutin : l'art de noyer le poisson », dans *L'annuaire du Québec 2003*, sous la direction de Michel Venne et Roch Côté, Montréal, Fides, 2002.
29. Mémoire présenté dans le cadre de la Commission parlementaire sur le projet de loi no 99 qui visait à répliquer à la loi C-20 du gouvernement fédéral.
30. Pierre-André Taguieff, « Populisme, nationalisme, national-populisme. Réflexions critiques sur les approches, les usages et les modèles », *op. cit.*, p. 384.
31. Sur cette question, on consultera le texte de Serge Côté, « Décentraliser, pour quoi faire? », *À droite toute. Le programme de l'ADQ expliqué*, *op. cit.*
32. Un sondage tenu deux mois avant le déclenchement des élections, entre le 16 et le 25 janvier, indiquait que l'ADQ ne parvenait toujours pas à percer la forteresse montréalaise, puisque le parti recueillait seulement 14% des intentions de vote à Montréal contre une moyenne d'à peu près 30% ailleurs. *Le Soleil*, mercredi 29 janvier 2003, p. A-3.
33. *Le Soleil*, lundi 24 mars 2003, p. A-7.
34. *Ibid.*
35. « Mon intérêt premier c'est que la ruralité ait la place qui lui revient. Les lois sont davantage adaptées aux grandes villes qu'aux ruralités. Il faut renforcer, poursuivait Lise Blanchette, les petites municipalités. Elles sont en train d'être oubliées. » *Le Nouvelliste*, jeudi 6 février 2003, p. 7.
36. « Les trois nouveaux députés de l'ADQ portés par un désir de changement », *La Presse*, mardi 22 avril 2003, p. A-12.
37. Pierre Drouilly, Jean-Herman Guay et Kristof Talin, « Quelques conclusions à tirer des élections », *Le Devoir*, mercredi 23 avril 2003, p. A-7.
38. Normand Brouillette, « Un nouveau découpage de l'espace québécois », *Québec 2001. Annuaire politique, social, économique et culturel*, sous la direction de Roch Côté, Fides, Montréal, 2000, p. 210.
39. « Il ne faut pas défusionner », *Cyberpresse*, 22 novembre 2002.
40. L'allocution de Mario Dumont a été reproduite dans le *National Post* (mardi 25 septembre 2002).
41. « Mario Dumont veut dégraisser l'appareil bureaucratique », *Le Droit*, 26 novembre 2002.
42. *Ibid.*
43. Cité par Renée B. Dandurand, « Une révolution pour la famille? », *À droite toute. Le programme de l'ADQ expliqué*, *op. cit.*, p. 177-178.

44. *La Presse*, samedi 1er mars 2003, p. A-6.
45. En l'occurrence Lysiane Gagnon de *La Presse*, « L'art de la fugue », 3 octobre 2003.
46. « Présenter une équipe de qualité », *La Presse*, mardi 14 janvier 2003, p. A-11.
47. Voir, Maurice Pinard, « L'explication », *La Presse*, mardi 29 avril 2003, p. A-15.
48. La vision de Pierre Bourque, précise le journaliste, apparaît à l'opposé de celle de son chef. « En entrevue éditoriale, l'automne dernier, Mario Dumont s'était montré plutôt réfractaire à une augmentation des quotas d'immigration pour contrer le vieillissement de la population. Il aurait dit ne pas avoir d'indication que le Québec était capable d'intégrer plus que les quelque 45 000 immigrants accueillis chaque année. » « Bourque mise sur l'accroissement de l'immigration », *Le Soleil*, samedi 15 février 2003, p. A-10.
49. Cité par Michel David, *op. cit.*, p. 497.
50. *Le Soleil*, samedi 15 février 2003, p. A-10.
51. « Il ne faut pas défusionner », *Cyberpresse*, 22 novembre 2002.
52. *Le Soleil*, 2 octobre 2002.